Solidaires Finances Publiques
SYNDICAT NATIONAL

Déclaration au CTL du 12 janvier 2017 (2ème convocation)

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans revenir sur le contexte général.

Nous ne pouvons commencer cette déclaration sans rappeler que la France vit sous le régime de l'état d'urgence sans cesse renouvelé par le gouvernement de François Hollande. L'état sécuritaire, la surveillance de masse généralisée, sont des faits. Nous ne pouvons plus parler de Liberté, la Liberté est agonisante.

La politique du gouvernement désespère le peuple, trop d'incertitudes et de précarité sécrètent l'angoisse, angoisse même jusqu'à la DGFIP où les règles et non-règles de mutation par exemple changent sans cesse : une DGFIP instable depuis la fusion avec un renouvellement de désorganisations incessant.

Cette politique c'est aussi le retour des boucs émissaires, des haines et des peurs qui justifient tous les abandons, tous les reculs. Lorsque le Ministre de l'Economie Macron déclare que la vie est plus facile pour les salariés que pour les entrepreneurs (« La vie d'un entrepreneur est bien souvent plus dure que celle d'un salarié. »), comment les fonctionnaires-salariés doivent-ils le prendre ? Est-ce du mépris ? Est-ce une volonté d'accentuer les fractures dans la société ?

En tout cas, l'agent des Finances Publiques fait l'amer constat d'une agressivité toujours grandissante du public à son égard.

Le Directeur Général et ses bras armés - les directeurs-destructeurs départementaux et leurs sbires - avec les suppressions d'emplois, les fermetures de sites ou de structures, les réductions d'ouverture au public, ne font qu'amplifier cette agressivité et le désarroi de l'agent.

En effet, comment penser que l'accueil est une priorité alors que vous supprimez, au 1er septembre 2017, le seul poste fléché « relations publiques » de l'accueil de Tournon.

De même, en supprimant l'enregistrement de Tournon, en vidant les trésoreries du recouvrement de l'impôt, en supprimant les postes d'évaluateurs domaine, vous contribuez à supprimer le service public de proximité et vous creusez les inégalités entre les contribuables dans notre département.

In fine, ce sont toujours les agents qui trinquent.

La charge de travail est en hausse constante depuis plusieurs années, elle justifie à elle seule l'arrêt des suppressions d'emplois. La mise en place du prélèvement à la source (PAS) exige bien plus que les 500 emplois que le Directeur Général se vante d'avoir sauvés de la suppression.

Dans les documents préparatoires à ce CTL, MAGERFIP (Méthode d'Ajustement Générale des Emplois Restant à Fossoyer et Incompréhensible pour le Personnel) se résume à des éléments de langage pour essayer de justifier l'injustifiable et éviter toute autocritique de la part du Directeur Général responsable de la dégradation de la qualité des missions et des conditions de vie au travail.

Les restructurations en tout genre et les mises en œuvre précipitées sans bilan contradictoire font que Solidaires Finances Publiques 07 exige une pause qualité et un moratoire sur les restructurations et l'engagement d'une réflexion sur le service public en Ardèche.

Avec un tel ordre du jour :

Evolution des emplois 2017 de la DDFIP de l'Ardèche, conséquences (pour avis) :

- du projet loi de finances (PLF) pour 2017 ;

- de la création des pôles d'évaluation domaniale ;

- du transfert de la BDV en DIRCOFI ;

- du transfert d'activité du recouvrement de l'impôt des trésoreries de Coucouron, Joyeuse, Thueyts, Les Vans vers le SIP d'Aubenas, de Le Cheylard et Lamastre vers le SIP de Tournon et de Saint Félicien vers le SIP d'Annonay ;

- de la création du SPFE.

Que Solidaires Finances Publiques 07 traduit par :

Evolution = Suppression des emplois 2017 de la DDFIP de l'Ardèche, conséquences catastrophiques (alea jacta est) :

- PLF 2017 : déclinaison opaque des suppressions d'emplois subie majoritairement par les agents C ;

- de la suppression des évaluateurs domaniaux en Ardèche ;

- de la suppression de la BDV en Ardèche ;

- de la fin programmée des trésoreries mixtes en Ardèche et du service public de proximité ;

- de l'absorption de l'enregistrement de Tournon par le Service de Publicité Foncière de Privas qui accuse déjà un retard de plus de 150 jours.

Pour la DDFIP de l'Ardèche, la démolition continue et se traduit en 2017 par :

- la suppression de 5 agents C

- la disparition de 13 inspecteurs A

- la création nette d'un A+

Solidaires Finances Publiques 07 ne participera pas à ce comité de décisions déjà prises, nous refusons de partager la responsabilité de vos mauvais choix.

Solidaires Finances Publiques Ardèche poursuivra sans relâche son action résolue contre la baisse des moyens humains et budgétaires mais POUR l'amélioration de la reconnaissance des agents et de leurs conditions de vie au travail.

Solidaires Finances Publiques appelle plus que jamais les agents à se mobiliser, à dire non et à participer massivement aux actions locales et nationales pour la défense des conditions de travail, des missions, des rémunérations et du statut.